

49 78 73 14

**Plan de Développement Communal (PDC)
acclimaté de la Commune Rurale de Bana
2015-2019**

REPUBLIQUE DU NIGER
REGION DE DOSSO
DEPARTEMENT DE GAYA
COMMUNE RURALE DE BANA

Tableau 1 : Fiche signalétique de la commune de Bana

Position géographique		Limite à l'Est : République Fédérale du Nigeria ; Limite à l'Ouest : Commune urbaine de Gaya ; Limite au Sud : Commune rurale de Bengou ; Limite au Nord : Commune rurale de Yelou.
Statut		Commune rurale avec Bana comme chef-lieu
Coordonnées géographiques		Longitude : 003° 24' 04" et 3° 39' 14" E Latitude : 11° 56' 46" et 12° 08' 04" N
Superficie		241 km ²
Population		23218hpts (source : RGP/H, 2012) dont 11 745 hommes et 11 473 femmes
Densité		68hpts au km ²
Ethnies		Hausa, Zarma et Peulh
Unités territoriales		Nombre : Dix (10) villages administratifs et quatorze (14) tribus/hamaux
Conseil municipal		Composition : Onze (11) conseillers élus dont une (1) femme et un (1) conseiller de droit le chef de canton
Principales activités économiques		Agriculture, élevage et les activités artisanales (production sel, apiculture, pêche,...) et les petits commerces
Services sociaux de base		Secteur éducatif : 16 écoles traditionnelles, 02 écoles franco arabes, 02 jardins d'enfants publics, 01 Collège d'Enseignement Général centre de formation et de métiers Secteur sanitaire : 02 CSI type 1 et 06 cases de santé communautaire Secteur de l'hydraulique : 02 MAEP multi villages (avec 07BF), 14 forages (PMH) dont 08 non fonctionnel, 26 puits cimentés et un puits pastoral
Hydrographie		38 mares permanentes dont une empoissonnée artificiellement et 2 empoissonnées naturellement, 15 mares semi permanentes et plusieurs koris
Zonage		deux sous-zones : Bana et Kôte-Kôte

RESUME

Le présent Plan du Développement Communal (PDC) de la commune rurale de Bana a été révisé à l'issue des diagnostics dans les deux (2) sous-zones de la commune à savoir : Bana et Kôte - Kôte. Il donne un aperçu sur l'ensemble des actions planifiées qui doivent être exécutées sur une période de cinq (5) ans, de 2015 à 2019 par la population communale à travers leur conseil municipal et en collaboration avec les partenaires publics et/ou privés. Cette révision a pour objectif de prendre en compte les changements climatiques dont les impacts entraînent la dégradation graduelle des conditions d'existence des populations de ladite commune. Cette initiative du PAC 3 vise à sensibiliser davantage tous les acteurs concernés (pouvoirs publics, communautés villageoises, élus locaux, services techniques déconcentrés) pour développer des stratégies adéquates à fin de faire face de manière conséquente et résolue aux effets néfastes des changements climatiques.

En effet, les changements climatiques représentent une menace sérieuse pour le développement agro-sylvo-pastoral du Niger en général et de la Commune de Bana en particulier. Pour lutter efficacement contre ces Changements Climatiques, il est nécessaire de conduire des études sur les risques climatiques afin qu'ils puissent être pris en compte dans les plans de développement communaux. L'étude climatique de la Commune de Bana s'est appuyée sur les données mensuelles, annuelles et décennales de pluviométrie, de température et de vent, observées de 1961 à 2012 et sur l'analyse de leurs tendances et variations en termes (suivant la variable étudiée) de quantités, d'occurrences, d'intensité, du nombre d'événements, de précocité ou tardivité, de longueur, etc.

Les enquêtes de terrain, l'analyse des données agro-météorologiques, la conception et l'interprétation des cartes diachroniques d'occupation des sols de la commune menées par l'ONG-ADL ont permis d'identifier 3 risques climatiques majeurs suivis de plusieurs contraintes pour le développement des activités agro-sylvo-pastorales de la Commune de Bana. Il s'agit des inondations, des hautes températures et de la baisse progressive des isohyètes. Il est, ainsi, incontestable que les changements climatiques, facteurs de fragilisation et de déséquilibre des écosystèmes naturels et humains exposent la Commune rurale de Bana à des situations souvent difficiles. Ces difficultés se traduisent par :

- Réduction drastique des capacités du potentiel productif
- Dégradation des ressources naturelles ;
- Manque et/ou insuffisance des services sociaux de base ;
- Désœuvrement de la jeunesse ;
- Dégradation des mœurs ;
- Destabilisation de l'économie de la commune ;
- Désintégration socio économique
- Exacerbation des conflits entre les usagers des ressources naturelles ;

- Intensification de la vulnérabilité des communautés. Ainsi, l'amélioration de la résilience des systèmes agro-sylvo-pastoraux face aux changements climatiques, à travers la promotion d'initiatives au niveau local, devra alors être privilégiée.

Cependant, la commune de Bana dispose d'énormes potentialités qui, si elles sont exploitées de façon rationnelle, pourraient aider à faire face aux différentes contraintes. Il s'agit de :

- Existence des zones humides ;
- Cheptel relativement important constitué de toutes les espèces ;
- Existence d'aires de séjours ;
- 2 petits marchés ;
- Population majoritairement jeune ;
- Une bonne couverture en réseau de communication téléphonique Airtel et Moov ;
- Existence et accessibilité des voies de communication ;
- Insuffisance des terres de cultures due à une démographie galopante

L'analyse de ces différentes contraintes et potentialités ainsi que le processus de planification prenant en compte les aspects de la variabilité et des changements climatiques permettent de dégager les axes stratégiques prioritaires d'intervention suivants pour la période 2015-2019 :

- ✓ Renforcement de la résilience du secteur agro-sylvo-pastoral aux différents risques climatiques identifiés à fin d'améliorer la production;
- ✓ Promotion de la gestion durable des ressources naturelle;
- ✓ Amélioration des conditions d'accès et d'accessibilité aux services sociaux de base (Eau, Santé, Education) et la résilience des infrastructures aux effets néfastes des changements climatique

La commune rurale de Bana est située dans le département de Gaya. Elle compte en 2014 une population estimée à 19 381hbt dont 9619 hommes et 9762 femmes, répartie sur 10 villages administratifs et quatorze (14) hameaux/tribus. (Projection sur la base du recensement de 2012).

Pour les secteurs sociaux de base la commune compte des établissements scolaires et sanitaires ainsi que des infrastructures hydrauliques diverses. Cependant, ces secteurs font face à des contraintes dont les plus importantes sont l'insuffisance des mobiliers et manuels pour le secteur éducatif et l'insuffisance en produits pharmaceutiques et matériels de travail pour le secteur sanitaire. Tous les secteurs sociaux de base sont confrontés à l'insuffisance des infrastructures et les faibles capacités des acteurs.

En ce qui concerne le secteur primaire, la commune compte des potentialités agropastorales et halieutiques importantes. Bien que ces dernières sont mal exploitées. Cette situation a pour causes entre autres, le caractère traditionnel des équipements de travail, les faibles revenus et capacités des agropasteurs.

- a) Amélioration de l'accès aux services sociaux de base ;
 b) Amélioration du cadre de vie de la population rurale ;

savoir :

En plus de celles citées haut, des contraintes multiples ont été répertoriées au cours des diagnostics (technique et terrain) par secteur et des hypothèses de solutions ont été proposées. C'est ainsi que ces différentes préoccupations ont été réparties sur cinq (5) axes stratégiques de développement pour les cinq (5) prochaines années à

- Insuffisance de fonds de roulement pour les commerçants
- Insuffisance d'équipements de travail ;
- Insuffisance en personnel d'encadrement (agriculture, élevage et
- Analphabétisme ;
- Manque d'emploi pour les jeunes ;
- Mauvais état des routes ;
- Insuffisance d'intrants agricoles ;
- Insuffisance des classes en matériaux définitifs ;
- Insuffisance des produits pharmaceutiques dans les centres de santé ;
- Manque d'électrification rurale ;
- Insuffisance en eau potable ;
- Insécurité résiduelle ;

ordre de préoccupation. Il s'agit de :

Lors du diagnostic, les participants ont listé onze (11) premières contraintes par

desservie.

Enfin, pour les secteurs secondaire et tertiaire, la commune dispose pour le volet transport d'un réseau routier composé de 30km environ de voie goudronnée, de 24 km de voie latéritique en mauvais état et de plusieurs pistes rurales. Pour le volet commerce, la commune compte 3 marchés hebdomadaires animés par des petits commerçants locaux et environnants. Ces derniers font face à une insuffisance criarde en fonds de roulement et des techniques de micro finance. L'insécurité résiduelle constitue aussi l'obstacle majeur à l'épanouissement de la population. Enfin, bien qu'elle soit à 7km environ de la commune rurale de Bengou qui est couverte par le réseau électrique, la commune rurale de Bana reste encore non

- c) Appui à la production agro-sylvo-pastorale/halieuistique et à la résilience climatique ;
- d) Promotion de la femme, de jeunes, des personnes handicapées et/ou en difficultés et personnes âgées ;
- e) Promotion de la bonne gouvernance ;

Pour atteindre les objectifs visés à travers ces différents axes, les actions prévues ont été budgétisées. Le budget global (pluriannuel) s'élève à 4 873 476 500FCFA et réparti comme suit : apport de la commune, 331 383 025FCFA soit 6,80%, bénéficiaires 151 302 500FCFA soit 3,10%contre 4 390 790 975FCFA à rechercher auprès des partenaires soit 90,10%.

Par contre le budget pour l'année 2015, s'élève à 1 309 374 750FCFA et réparti comme suit : apport de la commune, 69 798 987,55FCFA soit 5,33%, bénéficiaires 62 820 500FCFA soit 4,80%contre 1 176 755 263 FCFA à rechercher auprès des partenaires soit 89,87%.

Les actions prévues dans ce plan de développement communal sont en cohérence avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), l'Initiative 3N « les Nigériens Nourrissent les Nigériens » et le Plan de Développement Economique et Social (PDES). Ce plan tient aussi compte des aspects relatifs aux changements climatiques dans la commune.

Enfin, ce plan qui constitue un outil de référence et de marketing pour la commune, nécessite la convergence de synergies de tous (conseil communal, population, organisations publiques et/ou privées intervenants dans la commune,...) afin d'engager la commune dans le processus d'un développement harmonieux et durable.

INTRODUCTION

La révision du plan de développement communal (PDC) de la commune rurale de Bana, est l'expression de la volonté du conseil municipal qui a sollicité l'appui des partenaires au développement pour l'aider à réviser cet outil précieux qui lui servira de guide dans les cinq (5) années à venir.

En effet, en 2009 la commune rurale de Bana a bénéficié avec toujours l'aide des partenaires au développement, des moyens avec lesquels elle a vu son premier PDC élaboré. Depuis ce temps, elle dispose de son outil de planification qui lui a servi d'acquiescer des interventions avec l'appui de ses partenaires.

C'est dans ce contexte que la mairie a adressé des requêtes de financement auprès des partenaires pour la révision de son plan de développement communal. Le PAC III, partenaire de la commune, a répondu favorablement à la demande du conseil.

Ayant acquis le financement, le conseil a de par la consultation par manifestation d'intérêt qu'il a lancé en vue de la révision du PDC, attribué le marché à l'ONG ADL. Le processus de cette révision a été enclenché. C'est ainsi qu'il a été effectué en deux étapes :

- Le diagnostic de la commune ;
- L'élaboration du plan proprement dit.

Le présent document est le résultat des travaux réalisés à différentes phases. Ces phases sont les suivantes :

- Signature du protocole d'accord entre la mairie et l'ONG Appui au Développement Local (ADL) ;
- Lancement officiel des travaux de diagnostic avec les conseillers municipaux, les chefs traditionnels et les personnes ressources ;
- Collecte des données socio-économiques sur le terrain ;
- Restitution et formulation/programmation et budgétisation des actions et;
- Traitement des données et élaboration du document du PDC.

L'élaboration de ce document, qui reflète les potentialités, difficultés et les besoins de l'ensemble des couches socio-professionnelles, a été fondée sur la démarche participative. La démarche a consisté à :

Au cours de ce processus, les questions relatives à la dimension jeunesse et genre ainsi que sur les changements climatiques dans la commune ont été aussi prises en

compte.

Ce document comporte cinq (5) parties, qui sont les suivantes :

PARTIE I : Présentation générale de la commune rurale de Bana

PARTIE II : Etat de lieux et analyse de la situation de la commune rurale de Bana

PARTIE III : Orientations stratégiques et objectifs de développement

PARTIE IV : Programme d'actions et d'investissements

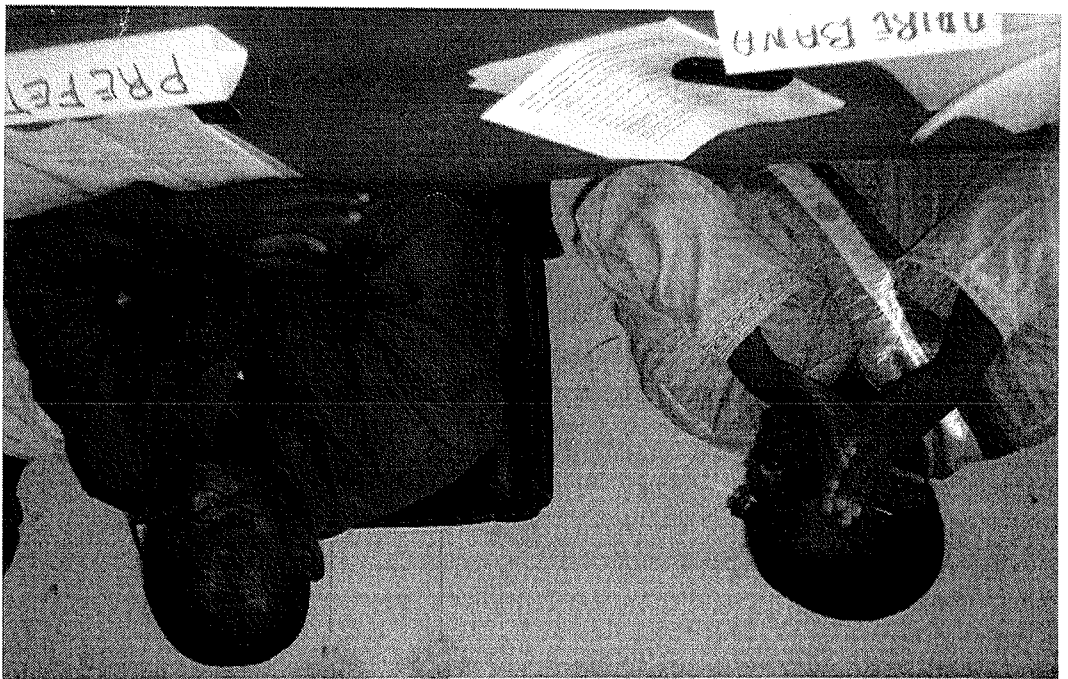
PARTIE V : Cadre institutionnel de mise en œuvre

- L'implication de la population locale dans le processus ;
- L'implication des services déconcentrés de l'Etat ;
- La participation des autorités coutumières et administratives ;
- La participation des conseillers communaux ;
- Etc.

PREMIERE PARTIE :

PRESENTATION SOMMAIRE DE LA

COMMUNE RURALE DE BANA



Images 1 : Lancement officiel des travaux de révision du PDC de la commune de Bana, dans la salle de réunions de la mairie

Présentation générale de la commune rurale de Bana

1.1 Situation géographique

La commune rurale de Bana fait partie de cinq (5) communes rurales du département de Gaya. Elle se trouve à une trentaine de kilomètres au Nord-Est du chef-lieu du département. La commune est située entre les longitudes : 3°24'04" et 3°39'14" Est et les latitudes : 11°56'46" et 12°08'04 Nord.

Elle est traversée du nord au sud par la seule route goudronnée, qui relie Dosso chef-lieu de la région à Gaya chef-lieu du département sur une distance d'environ 30km. Elle est aussi traversée par la route latéritique qui relie les communes rurales de Bengou et Yelou en passant par Bana sur une distance d'environ 15km. Elle couvre une superficie de 241km² et fait frontière avec les communes et pays suivants:

- ✓ Au nord par la commune rurale de Yelou ;
- ✓ Au sud par la commune rurale de Bengou ;
- ✓ A l'est par la République Fédérale du Nigeria ;
- ✓ A l'ouest par la commune urbaine de Gaya.

1.2. Description sommaire

1.2.1 Milieu humain

D'après le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH, 2012), la population de la commune de Bana était estimée à 18 128hbt avec une légère dominance des femmes : 9 131 femmes et 8 997 hommes, soit respectivement 50,37% et 49,63% de la population totale. Cette dernière est composée principalement des groupes ethniques suivants : haoussa, zarma et peulh. L'Islam est la principale religion de la commune (plus de 99% voire 100% de la population) bien qu'il pourrait avoir des pratiques à tendance animiste qui se font en toute intimité et de façon ésotérique.

La commune présente un climat de type soudanien. C'est pourquoi nous avons utilisé les données agro météorologiques de la station de Gaya qui présente les mêmes caractéristiques physiques que Bana. :

I. Pluviométrie

1.1. Test de détection de ruptures et tendances dans les données

Pour vérifier l'existence d'éventuels sauts de moyenne et d'éventuelles tendances linéaires dans les données, deux tests statistiques ont été appliqués aux données de la station synoptique de Gaya ayant une longue série d'observations. Le test de Pettitt (1979) qui permet la détection de sauts des moyennes, et le test de Mann-Kendall qui, lui, permet d'examiner l'existence d'une tendance linéaire significative (à la hausse ou à la baisse) sur une série chronologique.

Après l'application de méthode de Pettitt, aucune rupture significative n'est détectée à la station de Gaya pour la période 1961-2012 (Figure N°1). Ainsi, on peut toutfois dire que la série est homogène avec une moyenne unique de **806,92 mm** de pluie.

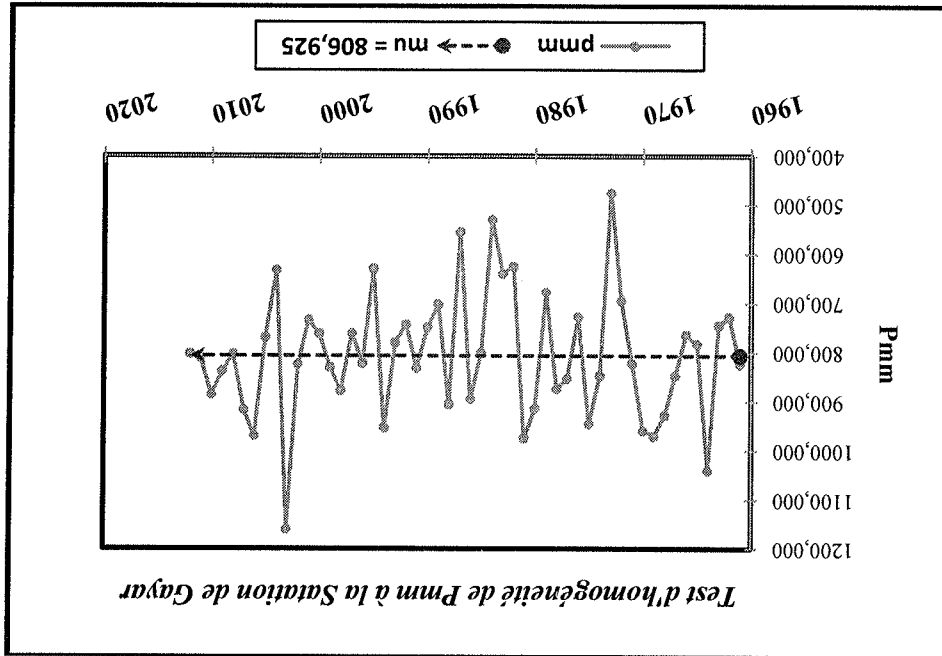


Figure N°1: Evolution interannuelle des cumuls pluviométriques moyens de 1961 à 2012 à Gaya

En effet, le test de Man-Kendall a ressorti une tendance des pluies légèrement en hausse à la station de Gaya (Figure N°1).

1.2. Evolution interannuelle de la pluviométrie

L'anomalie standardisée moyenne (Indice de Lamb) de pluie à Gaya montre une tendance linéaire légèrement en hausse mais non significative (figure N°2) et une alternance rapprochée

entre années humides et années sèches sur l'ensemble de la série d'étude. Mais toutefois, la moyenne mobile quinquennale (pas de 5 ans) met en évidence une reprise relative de la pluviométrie à partir des années 2000 (Figure N°2).

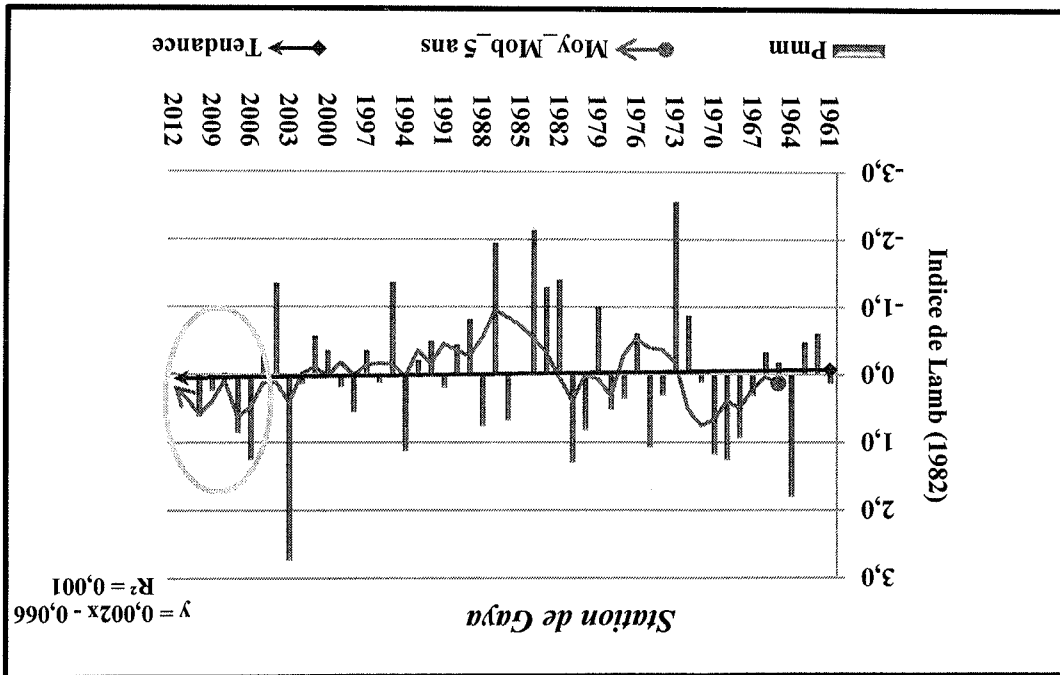


Figure N°2: Evolution interannuelle des cumuls pluviométriques selon la méthode de Lamb (1982) de 1961 à 2012 à la Station de Gaya

L'analyse de l'évolution interannuelle (Figure N°2) des pluies montre une forte variabilité interannuelle sur toute la période 1961-2012 avec une certaine reprise des précipitations relativement au-dessus de la moyenne (806,92 mm) depuis 2000 à aujourd'hui.

Le risque et/ou opportunité climatique identifié:

➤ A part une alternance rapprochée entre années humides et années sèches (1/3 est sèche) qui rend difficile la planification agricole, on observe un retour à la pluviométrie normale à partir de l'année 2000. C'est qui, du coup, constitue une opportunité climatique pour les paysans dans cette zone soudanienne du pays.

1.3. Analyse des paramètres de la campagne agricole

✦ Le nombre de jour de pluie (NJP)

La figure N°3 montre l'évolution des jours de pluies sur la série 1961-2008 à la station de Gaya. Ainsi, après avoir passé le test de Pettitt sur cette série, on découvre une rupture à la hausse des moyennes de NJP se caractérisant par un changement positif de pratiquement 22 jours de pluies à partir de 1970 (Figure N°3).

Figure N°4: Tendance générale du nombre de jour de pluie à la station de Gaya de 1961_2008

L'analyse de la figure N°4 laisse entrevoir une tendance générale fortement en hausse de ce paramètre avec une forte variabilité interannuelle de NJP dans cette zone.

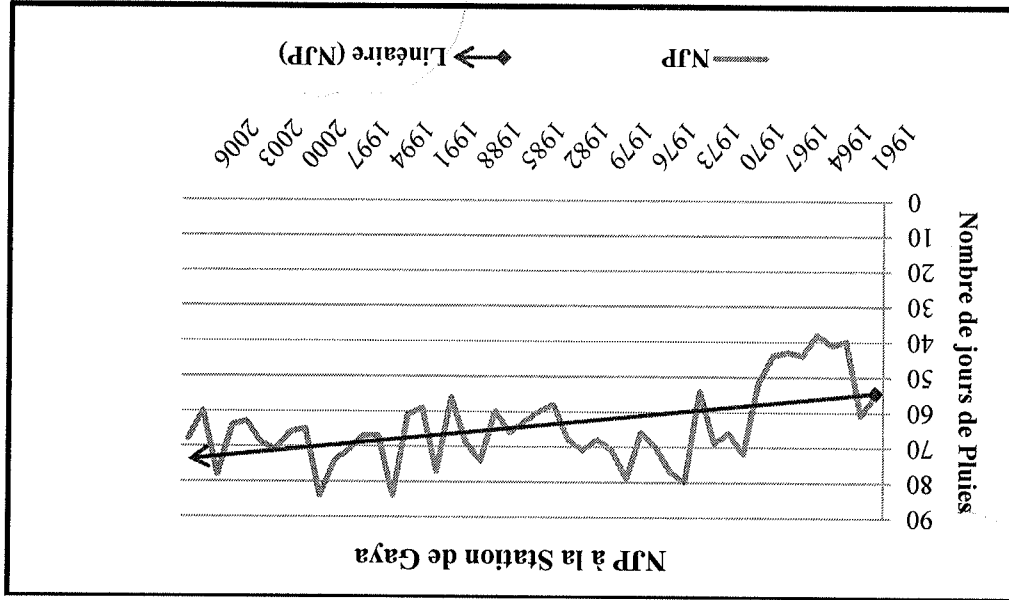
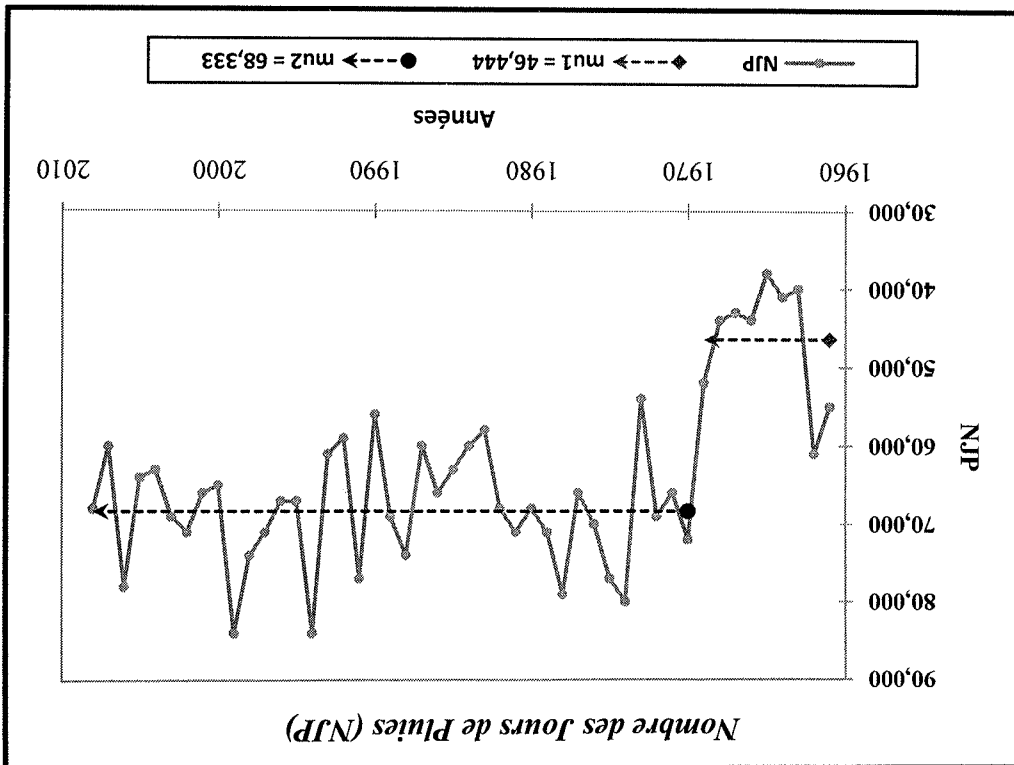


Figure N°3: Evolution du nombre de jour de pluie à la station de Gaya de 1961_2008



◆ Risque et ou opportunité climatique identifié:

L'augmentation des jours des pluies engendre beaucoup d'inondation accompagnée des pertes en biens matériels, pertes de récoltes, pertes d'habitats et dans une certaine mesure pertes en vies humaines.

● **Températures**

1.4. Test de détection de ruptures et tendances dans les données

Après avoir passé le test de Pettit sur la série de données de températures (1971-2012), on découvre une rupture à la hausse des moyennes T maxi (Figure N°5) et T mini (Figure N°6). L'évolution des T maxi se caractérise par un changement des moyennes à la hausse de 0,8°C depuis 1995 pour se maintenir avec une moyenne de 35,89 °C.

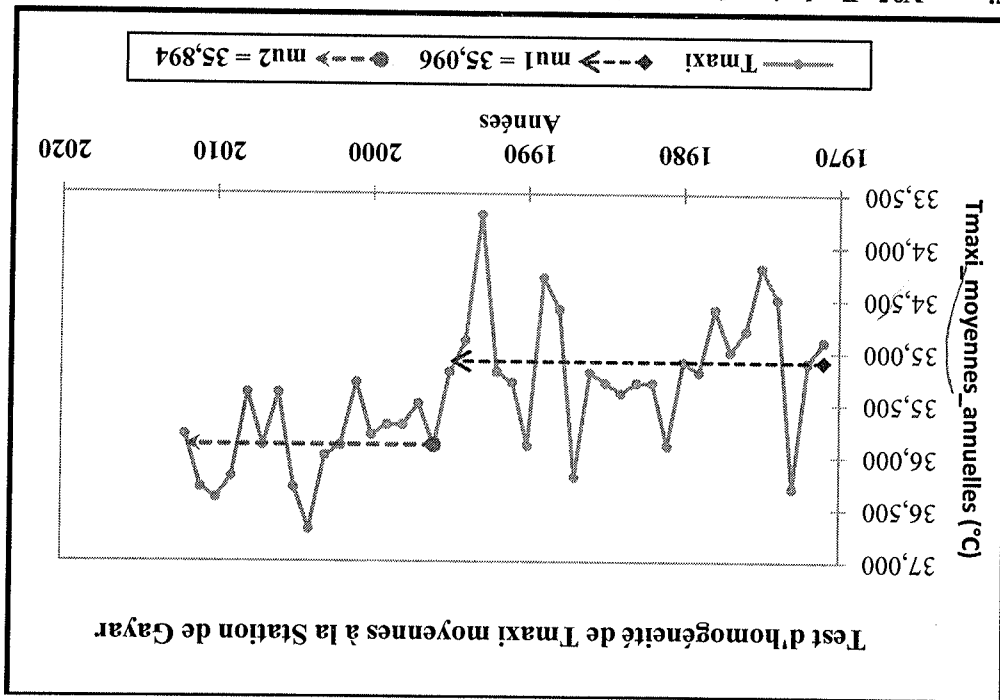
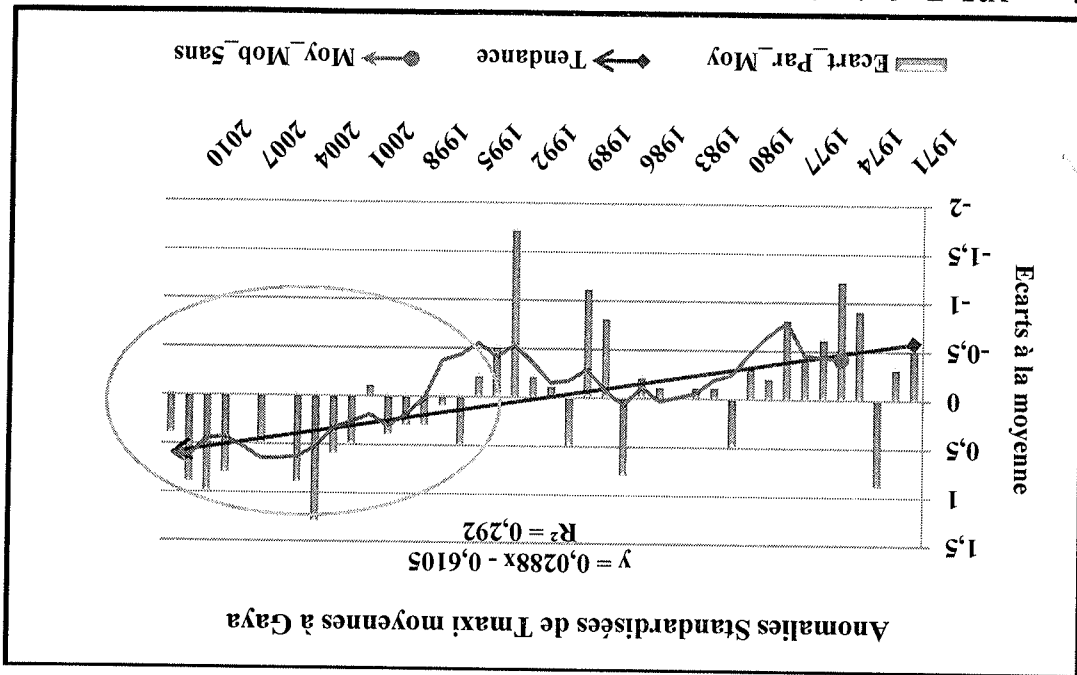


Figure N°5: Evolution des températures maximales moyennes à Gaya de 1971-2012

Figure N°7: Evolution interannuelle des écarts à la moyenne des températures maximales de Gaya sur la série 1971 à 2008.

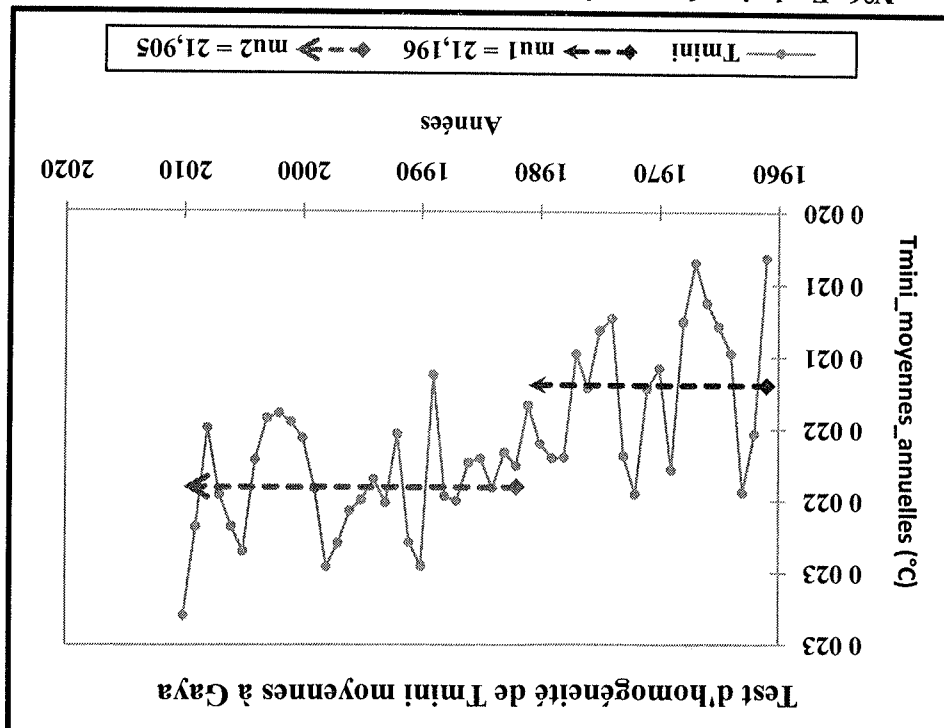


Les observations générales des températures maximales dans la zone d'étude montrent une variabilité interannuelle certaine (Figure N°7) de températures enregistrées tout au long de la série (1971-2008). observées

1.5. Tendances et variabilité des températures minimales et maximales

Pour les T_{mini} une rupture à la hausse de 0,70°C depuis 1981 a été décelée (Figure N°6) avec une moyenne annuelle qui tourne autour de 21,9 °C.

Figure N°6: Evolution des températures minimales moyennes à Gaya de 1971_2012

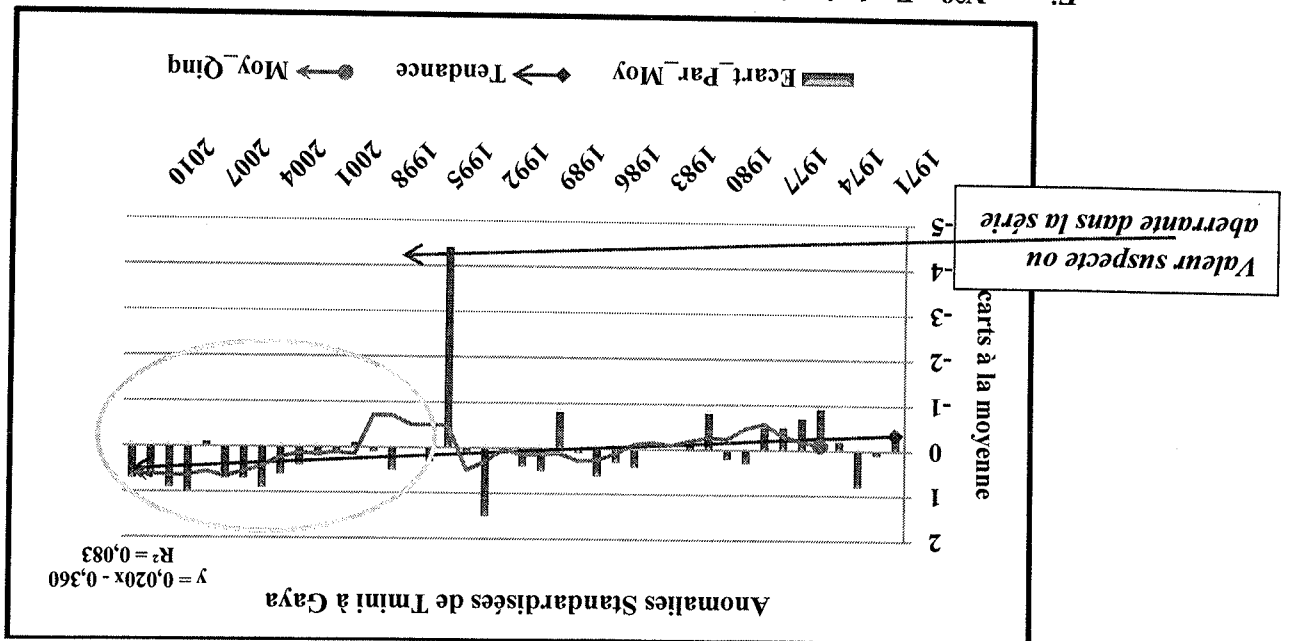


- ◆ Une hausse sans équivoque des températures maximales et minimales dans la zone d'étude. Ce qui corrobore les études du GIEC sur le réchauffement global de la planète dans son dernier rapport de 2013, affirme qu'il est pratiquement certain que, dans la plupart des régions continentales, les extrêmes chauds seront plus nombreux et les extrêmes froids moins nombreux aux échelles quotidiennes et saisonnières, à mesure que la température moyenne du globe augmentera.
- ◆ Développement des maladies climato-sensibles
- ◆ Fréquence et aggravation des inondations

Les risques climatiques identifiés sont :

L'évolution des T mini, montre une tendance en hausse sur l'ensemble de la série observée. Ainsi, depuis les années 2000, les températures minimales ne font qu'augmenter jusqu'à nos jours comme le montre la courbe de moyennes mobiles à pas de 5 ans sur la figure N°8. L'année 1995 est exceptionnellement moins chaude dans la zone d'étude.

Figure N°8 : Evolution interannuelle des écarts à la moyenne des températures minimales à Gaya sur la série 1971 à 2008.



L'analyse de Figure N°7 laisse entrevoir trois (3) périodes distinctes sur toute la série d'étude. En effet, de 1971 à 1980 la température maximale de l'air a connu une période moins chaude de 10 ans. Ensuite suit une autre période caractérisée par une variabilité interannuelle entre années caniculaires et années moins chaudes. En fin depuis 1994, on enregistre successivement des années très chaudes à la station de Gaya. Ainsi, il faut signaler que la tendance générale est fortement à la hausse sur toute la série d'étude.

Deux types de vent se distinguent dans la commune:

- L'harmattan, vent chaud et sec qui souffle du nord-est vers le sud-ouest de novembre à avril. Ce vent est à la base de l'érosion éolienne et de nombreux problèmes sanitaires ;
- La mousson, vent chaud et humide qui souffle généralement du sud-ouest vers le nord-est de mai à octobre, annonce la saison pluvieuse au sahel.

1.2.2.1 Flore/végétation et faune

La commune dispose d'une flore diversifiée et d'une faune terrestre et aquatique non moins importante. La flore et la faune de ladite commune sont caractéristiques de la zone soudanienne.

1.2.2.2 Sols et relief

Le relief de la commune est caractérisé par trois (3) unités paysagiques à savoir la vallée, le plateau et les mares. Les sols sont répartis sur trois (3) unités paysagiques comme suit : *fadama* dans la vallée, le sol de plateau ou *jarakasas* sur le plateau et enfin le sol des mares (Monographie de la commune, 2012, pp8-9).

1.2.3 Principales activités économiques de la commune

Les principales activités économiques de la commune sont par ordre d'importance, l'agriculture et l'élevage. Il existe des activités secondaires telles que la production du sel Fogah, l'apiculture, la pêche, le petit commerce et les activités génératrices des revenus.

1.2.4 Organisation et gestion de l'espace

La gestion de l'espace est de type traditionnel avec des habitations groupées composées de maisons construites, pour la plupart, en matériaux locaux non définitifs (banco, paille, bois de service et matière organique) avec toiture en tôle pour les plus nantis. Elles font ressortir les caractéristiques typiquement rurales (C'est-à-dire des vastes cours avec des maisons anarchiquement construites) variables le plus souvent en fonction des communautés (sédentaires (hausa et zarma) et nomade (peulh)). Le banco, principal matériau de construction dans la

comme provient des carrières réservées à cet effet. Il s'agit de localités non loties où les infrastructures d'évacuation des eaux de ruissellement sont rares voire absentes (caniveaux par exemple) ou de protection contre la crue pour les villages situés aux flancs de la vallée comme Bana, ToungaTégui, NiakoyeTounga, Côte-Kôte... Ce constat accentue la vulnérabilité des habitants de ces villages dans ce contexte de changement climatique où la fréquence des événements exceptionnels comme les pluies diluviennes peut être élevée.

Concernant le mode d'accès des terres de cultures, il est en grande partie héréditaire. Mais, on peut noter quelques cas d'accès par achats, prêts, gages et même dons pour les deux sexes et par mariage pour les femmes.

1.2.5 Secteurs sociaux

• Education

La commune rurale de Bana, compte 16 écoles primaires traditionnelles, 02 écoles primaires franco arabes, 02 jardins d'enfants publics et un collège d'enseignement général.

En ce qui concerne le volet éducation non formelle, aucun centre alpha permanent n'a été signalé. Néanmoins, on dénombre des écoles coraniques dans presque toutes les localités de la commune.

• Santé

Le secteur sanitaire de la commune se compose de 02 CSI type I (Bana et NiakoyeTounga) et de 06 cases de santé communautaire (Malam Kadi, Machaya, Faska, Hankoura, Bizougou et KwantatLangou I). On peut noter aussi l'existence des matrones dans toutes les localités.

• Hydraulique

Le secteur hydraulique, compte 02 Mini Adductions d'Eau Potable multi villages (Bana et « Côte-Kôte, NiakoyeTounga et ToungaTégui »), 26 puits cimentés, 14 forages (PMH) et plusieurs puits traditionnels.

1.2.6 Formation professionnelle et emplois

Dans la commune aucun centre d'apprentissage n'a été diagnostiqué. Les secteurs

pourvoyeurs d'emplois aussi bien pour les hommes, les femmes que pour les jeunes sont le tissage des nattes à base des feuilles de palmier, des chaises à base des branches de rônier, la maçonnerie non spécialisée, la menuiserie bois, la vulcanisation, la coiffure et le tissage, la production du sel et du miel, la boucherie, la pêche, le cirage/cordonnerie,...

1.2.7 Organisation et fonctionnement de la commune

1.2.7.1 Organisation politico administrative

A l'instar des autres communes du Niger, la commune rurale de Bana est le produit du processus de la décentralisation déclenché, dans le pays, il y a de cela plus d'une décennie. Elle a vu le jour grâce à la loi N°2002-014 du 11 juin 2002 portant création de ces types d'entités administratives et fixant les noms de leurs chefs-lieux.

La commune de Bana compte onze (11) conseillers élus dont une (1) femme. En plus de ces onze (11) conseillers élus, il y a un (1) membre de droit, le chef de canton. Elle est sous la gouvernance d'un conseil communal.

Quant à l'exécutif, il est assuré par le maire assisté de son adjoint et du secrétaire général. En plus la mairie dispose, en termes de personnel d'un receveur et d'un secrétaire municipal. L'exécutif est aussi épaulé dans ses tâches par des commissions spécialisées. Il s'agit des commissions suivantes:

- Commission affaires économiques et financières ;

- Commission suivi et évaluations ;

- Commission affaires générales

On note l'existence des services à caractère social et communautaire tels que : le service d'état civil et les commissions foncières (Cofocom et Cofobs)

• Le service d'état civil

La commune dispose d'un service d'état civil composé d'un agent permanent. De par le souci d'une bonne conduite de la mission relevant de ce service, tous les villages administratifs de la commune disposent de centres de déclaration.

• Les commissions foncières

La commune dispose d'une COFOCOM qui assure le service en fonction de ses moyens. En plus, tous les villages administratifs (Bana, Malam Kadi, Faska, Hankoura, Dogon Daji, Tounga Tègui, Niakoye Tounga, Kôte-Kôte, Toudoun Wada et Tondi Hinza) sont couverts en COFOB.

La commune compte aussi des services techniques déconcentrés communaux.

• Les services techniques communaux

Concernant les services techniques communaux, la commune dispose :

- d'un agent communal de l'environnement ;
- d'un agent communal de l'agriculture ;
- d'un agent communal de l'élevage ;
- d'un secteur pédagogique de base I ;
- d'un directeur de centre de formation et aux métiers

Les acteurs cités résident dans le chef-lieu de la commune sauf le chef secteur pédagogique.

1.2.8 Organisation coutumière

Dans la commune, le pouvoir traditionnel est basé selon la pyramide dressée du sommet à la base comme suit :

- au niveau communal, le chef de canton, basé dans le chef-lieu de la commune ;
- au niveau du village administratif, un chef de village ;
- au niveau de hameau, un chef de hameau

La commune est composée de dix (10) villages administratifs et quatorze (14) tribus/hameaux. Ces localités telles que nous l'avons souligné sont dirigées par des chefs traditionnels. Ces différents acteurs jouent la fonction d'intermédiaire entre les communautés et l'administration. Ils appuient l'administration dans la collecte des taxes municipales et dans la conciliation pour les règlements des éventuels différends.

1.2.9 Organisation sociale

L'organisation sociale se base sur la tradition et les coutumes déterminant le vécu de la communauté d'une part et sur la dynamique associative qu'elle soit à tendance politique (partis politiques) ou civile (organisations communautaires) d'autre part. Elles jouent une fonction régulatrice du climat social.

PARTIE II : ETAT DES LIEUX ET ANALYSE DE LA SITUATION DE LA
COMMUNE

II. Etat des lieux et analyse de la situation de la commune

2.1 Démographie et ressources humaines

Tableau 1 : Répartition de la population RESIDENTE par tranche d'âge selon le

sexe

Structure GA 85+	Bana commune		Total
	Masculin	Féminin	
0 - 4 ans	1 806	1 884	3 690
5 - 9 ans	1 750	1 681	3 431
10 - 14 ans	1 226	1 110	2 336
15 - 19 ans	808	867	1 675
20 - 24 ans	801	734	1 535
25 - 29 ans	541	664	1 205
30 - 34 ans	470	606	1 076
35 - 39 ans	357	423	780
40 - 44 ans	277	305	582
45 - 49 ans	232	216	448
50 - 54 ans	186	162	348
55 - 59 ans	132	110	242
60 - 64 ans	111	87	198
65 - 69 ans	83	71	154
70 - 74 ans	63	66	129
75 - 79 ans	58	53	111
80 - 84 ans	33	34	67
85 +	36	33	69
ND	27	25	52
Total	8 997	9 131	18 128

(RGP/H, 2012)

Source : Résultats de Recensement Général de la Population et de l'Habitat

D'après le recensement général de la population et de l'habitat (RGP/H, 2012), la population de la commune de Bana était estimée à 18 128hbt avec une légère dominance des femmes : 9 131 femmes et 8 997 hommes, soit respectivement 50,37% et 49,63% de la population totale.

Tableau 2 : Projection de la population de la commune rurale de Bana de 2012 à 2019

Années	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Projection (TA : 3,40% du département de Gaya)								
Masculin	8 997	9 303	9 619	9 946	10 284	10 634	10 996	11 370
Féminin	9 131	9 441	9 762	10 094	10 437	10 792	11 138	11 538
Total	18 128	18 744	19 381	20 040	20 721	21 426	22 155	22 908

La population de la commune est composée principalement des groupes ethniques suivants : hausa, zarma et peulh. Ces différentes communautés ethniques semblent vivre en parfaite harmonie en partageant les langues vernaculaires/majoritaires de la commune qui sont le hausa et le zarma. Dans l'ethnie hausa, on distingue des groupements comme les Tchanga, les Maouri, les Goubés, les Kourfayawa, les Gobirawa, les Barébari, les Adarawa et les Goumbawa.

Cette population exerce une migration aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. Cependant, celle qui s'exerce à l'intérieur est généralement saisonnière. La migration à l'extérieur est quasiment masculine, avec pour destinations : Nigéria, Burkina Faso, Bénin, Tchad, Libye, Ghana, Côte d'Ivoire,... Par contre celle qui s'exerce à l'intérieur enregistre la participation des femmes aussi bien les âgées que les jeunes filles, avec pour destinations : Niamey, Dosso, Gaya, Arlit, Zinder, Diffa, Agadez ...

• Religion et tabous

L'Islam est la principale religion de la commune (plus de 99% voire 100% de la population) bien qu'il pourrait des pratiques à tendance animiste qui se font en toute intimité et de façon ésotérique. Sur l'ensemble de la commune, on dénombre quatorze (14) mosquées de vendredi dont neuf (09) en dur et quatre-vingt-sept (87) destinées aux prières quotidiennes.

• Tradition et coutumes

L'organisation sociale est de type traditionnel. La tradition et les coutumes se transmettent de génération en génération et elles ont une très grande influence sur les comportements de la population. Cela s'observe d'une ethnie à une autre dans les questions relatives à la chefferie traditionnelle, aux catégories sociales, au

régime foncier, au comportement vestimentaire, et aux événements sociaux (fêtes, mariage, naissances, baptêmes, décès, rites etc.).

- Vie associative

Dans la commune, on peut noter l'existence de plusieurs formations politiques et d'organisations communautaires de base qui, elles, sont apolitiques.

Elles sont réparties comme suit :

- formations politiques : PNDS Tarayya, MODEN FA Lumana, MNSD Nassara, ANDP Zaman Lahiya, RSD Gaskiya, UDR Tabatt, Damana, Alhéri...

- organisations communautaires de base : une Union, quatre-vingt-dix (90) groupements féminins, quinze (15) groupements masculins, une coopérative, quatre (4) associations des jeunes et trois (3) comités. On peut noter aussi l'existence des plusieurs comités de gestion et d salubrités dans les différentes localités composant la commune de Bana.

Ces organisations sont apolitiques et demeurent réceptifs et sensibles aux appuis des partenaires techniques et financiers intervenants dans la commune.

- Sources de revenus des ménages

Les principales sources de revenus des ménages sont :

- la vente des produits agro-pastoraux ;
- le petit commerce ;
- la main d'œuvre et ;
- l'exode ;
- Etc.

2.2 Secteurs sociaux de base

2.2.1 Secteur éducatif

a. Education formelle

La commune compte trois types d'établissements scolaires à savoir, le préscolaire, le primaire et le secondaire. Ces établissements sont répartis comme suit :

- Pré-scolaire : deux (02) jardins d'enfants publics situés à Bana et à Kôté - Kôté;
- Primaire : dix et huit (18) établissements dont seize (16) écoles traditionnelles et deux (02) écoles franco arabes ;
- Secondaire : un collège d'enseignement général classique situé à Bana.

La commune dispose d'un secteur pédagogique situé dans son chef-lieu. Il est important de souligner que les jardins d'enfants de la commune ne disposent pas des terrains propres. Dans les villages qui en disposent, ils sont logés dans les écoles primaires traditionnelles.

Compte tenu des caractéristiques climatiques de la zone favorable au développement des espèces végétales et des efforts de la population bénéficiaire des écoles, dans la commune treize (13/16) écoles traditionnelles disposent d'ombrage en leur sein soit 81,25% ; et une école franco arabe sur 2, soit 50%.

Concernant, la couverture des établissements scolaires en eau potable, il n'y a que l'école de Malam Kadi et le CEG de Bana qui disposent des points d'eau opérationnels avec respectivement un forage (PMH) et un puits cimenté. Soit un taux de couverture de 5,55% (1/18) pour les établissements primaires.

Quant à la couverture de ces établissements en infrastructures hygiéniques, le constat est amer, car il n'y a que 2 sur 18 écoles primaires qui disposent des blocs latrines avec respectivement à Kôté - Kôté et à Malam Kadi, 1 bloc de latrines en mauvais état et 3 blocs de 2 latrines. Soit un taux de couverture de 11,11%.

Tableau 3: Situation des infrastructures scolaires en 2013-2014 et leur état

Nombre d'Écoles	e de	Nombre	Typologie des classes							Etat (classes en dur)
			Dur	S-Dur	Pré	Fabrique	Hanga	Paille	Paillote	
16 (ET)	67	27	06	00	3	00	31	16	08	03
%	100	40,3	8,95	00	4,48	00	46,27	59,26	29,63	11,11
02(EFA)	10	05	00	00	00	00	05	03	02	00
%	100	50	00	00	00	00	50	60	40	00
02 (JE)	02	00	00	00	00	00	02	00	00	00
%	100	00	00	00	00	00	100	00	00	00
CEG	07	06	00	00	00	00	01	00	06	00
%	100	85,7	00	00	00	00	14,29	00	100	00

Sources : Secteur pédagogique de Bana, inspection franco arabe de Gaya, inspection préscolaire de Gaya et administration du CEG de Bana

Les infrastructures scolaires dans la commune sont insuffisantes avec en moyenne 3 classes par établissement. En plus de l'insuffisance de ces infrastructures, une part importante de celles-ci (46,27%) est construite en matériaux locaux (pailloles). Or, ce type de classes contribue à l'acquisition de retard dans l'exécution du programme scolaire. Ce qui de facto aggrave la baisse de niveau, un phénomène très décrit par les communautés rurales. Il faut aussi souligner que, la situation à travers ce tableau ne rend pas explicite les disparités qui puissent exister entre établissements en termes de nombre de classes et de celles construites en matériaux définitifs.

Au regard toujours de ce tableau, il ressort que de par leur état, les classes en matériaux définitifs sont réparties comme suit : 16 sur 27 classes en bon état soit 59,26%, 08 classes en état acceptable soit 29,63% et enfin 03 classes en mauvais état soit 11,11%. Ce constat issu des données secondaires, fait ressortir une portion non moindre des classes qui méritent d'être réparées afin d'améliorer les conditions

d'études et d'éviter les risques d'éroulement de celles-ci. Bien qu'il soit nettement inférieur à celui des données primaires où les participants ont relevé 28 classes en mauvais état. Car il se pourrait qu'ils ont comptabilisé les classes semi dur dans la tranche de celles qui sont construites en dur.

Tableau 4 : Situation des élèves, du personnel enseignant et leur grade 2013/2014

Nombre d'Écoles	Effectif élèves	Répartition par sexe		Effectif enseignants	Répartition par sexe		Grade		
		Filles	Garçons		Femme	Hommes			
16 (ET)	2645	750	1895	65	30	35	15	42	08
%	100	28,36	71,64	100	46,15	53,85	23,076	84	16
02 (EFA)	317	129	188	09	01	08	01	04	04
%	100	40,69	59,31	100	11,11	88,89	11,11	50	50
02 (JE)	74	37	37	02	02	00	01	01	00
%	100	50	50	100	100	00	50	100	00
CEG	376	117	259	10	01	09	02	01	07
%	100	31,12	68,88	100	10	90	20	12,5	87,5

Sources : Secteur pédagogique de Bana, inspection franco arabe de Gaya, inspection préscolaire de Gaya et administration du CEG de Bana

Il ressort de ce tableau, qu'à travers le secteur éducatif au niveau primaire (traditionnel et franco arabe), la commune compte 2 645 élèves dont 1 895 garçons et 750 filles soit respectivement 71,64% et 28,36%. Ce qui confirme les propos de la communauté et de l'administration scolaire par rapport à la faible scolarisation de la jeune fille.

En ce qui concerne le personnel enseignant, on compte 65 enseignants dont 50 contractuels soit 76,92%. Notons que sur les 50 enseignants contractuels, huit (08) sont sans diplômes d'École Normale soit 16%. Lors du diagnostic terrain, les

participants se sont exprimés sur la qualité de l'enseignement dispensé. Selon ces derniers, l'enseignement est de très mauvaise qualité. Par contre, les enseignants de leur côté, ont souligné la réticence des parents à inscrire leurs enfants à l'école d'une part et leur négligence dans le suivi d'autre part. Ce qui semblerait avoir un lien avec le retard dans la confection des classes pailloles et de la déperdition scolaire telles que l'ont notifié toujours les enseignants.

Il est important de noter que si cette tendance se maintient, le secteur éducatif dans la commune connaîtra un effet régressif.

Tableau 5 : Situation du mobilier du 2013/2014

Nombre Ecoles	Etat		Etat		Etat		Etat		Etat		Etat	
	B	M	T	B	M	T	B	M	T	B	M	T
16 (ET)	195	354	54	9	14	05	19	13	03	16	01	14
%	35,52	64,48	10	0	73,6	26,3	10	81,2	18,7	10	6,6	93,3
02 (EFA)	62	10	72	05	00	05	05	05	00	05	04	01
%	86,11	13,89	10	0	100	00	10	100	00	10	80	20
CEG	46	70	11	6	02	00	02	02	00	02	08	00
%	39,66	60,34	10	0	100	00	10	100	00	10	10	00

Sources : Secteur pédagogique de Bana, inspection franco arabe de Gaya et administration du CEG de Bana.

Ce tableau fait ressortir une insuffisance notoire en mobilier dans la commune. Il est ressorti de par ce diagnostic, que les établissements de la commune comptent 549 tables bancs dont 64,48% en mauvais état. En ce qui concerne les armoires, on a dénombré 19 dont 05 en mauvais état soit 26,32%. On note aussi seize (16) bureaux

dont 03 en mauvais état soit 18,75% et enfin, 15 chaises dont 14 en mauvais état soit 93,33%.

La situation de mobiliers est nettement en déphasage par rapport à celle des élèves, des enseignants et des établissements scolaires. Ce qui nous offre les résultats soulignés dans le tableau ci – dessous.

Tableau 6: Ratio élèves/table banc

Nombre d'écoles	Nombre des tables - bancs	Effectif des élèves	Ratio
16 ET	549	2645	4,82
02 EFA	72	317	4,40
1 CEG	116	376	3,24

Source : Diagnostic technique

L'insuffisance en tables bancs est perceptible de par les différents ratios élèves-table banc. On a dénombré aussi bien pour les établissements traditionnels et que pour les établissements franco arabes, 4 élèves par table-banc. Ce qui est loin du climat favorable d'apprentissage. A l'instar des infrastructures, les disparités existent entre les établissements en matière de mobiliers car il ne peut manquer dans la commune des écoles où les élèves étudient à même le sol.

Tableau 7 : Situation de Passages – Redoublements et exclusion/abandons 2011-2012

Niveau	Effectifs			Promus			Redoublants			Exclus			Abandons
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	G	F	T	
6 ^{ème}	71	23	94	29	09	38	17	06	23	25	08	33	
5 ^{ème}	44	16	60	20	12	32	10	01	11	14	03	17	
4 ^{ème}	27	07	34	27	07	34	00	00	00	00	00	00	
3 ^{ème}	09	06	15	05	04	09	01	02	03	03	00	03	

	4 ^{ème}	3 ^{ème}	T
	31	27	258
	10	15	119
	41	42	377
	20	09	109
	09	04	42
	29	13	151
	06	09	46
	00	10	32
	06	19	78
	05	08	102
	01	01	25
	06	09	127
		01	18
		00	03
		01	21

Source : Administration du collège de Bana

Au regard de ces tableaux ci-haut, il ressort que les effectifs les plus frapnants sont ceux relatifs aux redoublements et exclusions. On remarque que par rapport à ces variables, le niveau 6^{ème} est le plus touché. Pire au cours de l'année scolaire 2013/2014, un effectif important de vingt (20) élèves de ce même niveau a abandonné les bancs de l'école. Ce qui pourrait avoir un lien d'une part avec le problème des tuteurs dont les admis au CFEPD font face dans la commune et d'autre part avec le faible niveau de ces derniers qui ont souvent des difficultés à tenir une fois au CEG.

En conclusion, l'administration scolaire au niveau de la commune consciente de l'insuffisance et/ou manque en infrastructures et mobiliers dont le secteur fait face, a exprimé les besoins répertoriés au tableau ci-dessous.

Etablissements	40	07	06
Écoles traditionnelles			
Écoles franco arabes			
Pré-scolaire			
Infrastructures			
Classes en matériaux			

Tableau 10 : Besoins exprimés par l'administration scolaire sur 5 ans

Potentialités	Contraintes	Solutions Proposées
Disponibilité des établissements scolaires dans presque tous les villages administratifs et même dans certains	Insuffisance des infrastructures scolaires	Construction et équipement de 66 classes en matériaux définitifs
		Réhabilitation de 28 classes en matériaux définitifs
		Construction de 9 logements des directeurs d'écoles

Tableau 11 : Contraintes et solutions au développement du secteur éducatif.

a. Education non formelle

Pour le volet éducation non formelle, la commune fait face à un manque d'infrastructures. Lors des diagnostics, nous n'avons enregistré aucun centre alpha permanent dans la commune. Les délégués au niveau des sous-zones, ont exprimé leur souhait de voir des centres d'alphabetisation ouverts dans leurs localités respectives. Cependant, on note l'existence d'une trentaine d'écoles coraniques qui contribuent efficacement à l'alphabetisation des adultes en milieu rural en leur permettant de savoir lire et écrire en *ajami* (caractère arabe). Ce qui donne matière à entreprendre la mise en place des écoles coraniques renouées.

Le secteur éducatif au niveau de la commune fait face à des multiples contraintes dont on estime que les solutions proposées l'amélioreront sans nul doute.

Le préscolaire en plus des infrastructures et mobiliers, a souhaité avoir des petits équipements de jeux pour enfants tels que : balançoires, cage à grimper, poupées, voitures, avions, cubes, Stella, cerceaux,...

définitifs			
Blocs latrines	22	04	03
Mobilier et autres			
Tables-bancs	750	200	60
Armoires	85	07	06
Bureaux	60	07	06
Chaises	130	08	09
Poubelles	52	12	
Tables rondes			12
Tables rectangulaires			12
Petites chaises			60

Construction d'un bloc administratif annexe au logement pour le secteur pédagogique	
Création de 2 librairies	
Création d'un collège d'enseignement général à Niakoye Tounga	
Création de 3 écoles primaires	
Création de 7 écoles franco arabes	
Création et équipement de 8 jardins d'enfants	
Dotation des établissements en manuels élèves et guides maîtres	
Dotation des établissements scolaires en mobiliers (tables bancs, armoires, chaises,...)	
Réhabilitation de 363 tables-bancs	
Dotation de 10 jardins d'enfants en équipements de jeux	
Dotation de 22 établissements scolaires en boîtes à pharmacie	
Formation de 22 maîtres secouristes	
Construction de 60 blocs de 2 latrines scolaires	
Réhabilitation d'un bloc de 4 latrines scolaires	
Installation de 44 poubelles dans les établissements scolaires (2poubelles/école)	
Formation continue des enseignants à travers les CAPED (en 30 sessions sur 5 ans)	
Organisation des foras au profit des parents sur la scolarisation des enfants	
Organisation des campagnes de sensibilisation au profit des parents, des enseignants, des élèves et des membres des CGDES sur la scolarisation des enfants	
Organisation des campagnes de sensibilisation sur la scolarisation de la jeune fille et le mariage précoce et/ou forcé	
Appui aux mères ayant inscrit leurs filles à l'école	
Suivi des CGDES et des autorités communales sur la régularité des	

tribus et hameaux	
Diversité des établissements scolaires (16écoles traditionnelles, 02 écoles franco arabe, 2 jardins d'enfants et 1 CEG classique)	
Disponibilité des enfants scolarisables	
Insuffisance des manuels, mobiliers scolaires et boîtes à pharmacie	
Insuffisance des infrastructures hygiéniques	
Insuffisance de la qualification du personnel enseignant, baisse de niveau et déperdition scolaire	

2.2.2 Secteur sanitaire

Tableau 12 : Indicateurs de santé

ANNEE	2010	2011	2012	2013	2014
Taux de couverture sanitaire	81,99	82	81,99	83,17	83,16

Disponibilité des terrains	
Manque de couverture des écoles en électricité et en eau potable	
Manque de clôture des établissements scolaires et la conduite des Activités Pratiques et Productives	

enseignants sur leurs postes de travail	
Paiement des enseignants contractuels à terme échu	
Ocroy des allocations aux élèves les plus méritants	
Analphabétisme	
Faibles capacités des membres des CGDES	
Renforcement des capacités des membres des CGDES (Comité de Gestion Décentralisé des Etablissements Scolaires)	
Instauration d'un mode d'élections libres et transparentes des membres des CGDES	
Manque de couverture des écoles en électricité potable (BF)	
Raccordement de 13 écoles en eau potable (BF)	
Création des points d'eau (FPMH) dans 6 écoles	
Manque de clôture des établissements scolaires	
Clôture de 6 établissements scolaires	
Création de 15 jardins scolaires	

NB : Les données de l'année 2014 relèvent des enregistrements de deux (2) premiers trimestres de l'année.

Il ressort des données du tableau ci-dessus que dans la commune de Bana, les différents taux connaissent une nette amélioration bien qu'il ait des années de chutes de moindre importance.

Les variables marquant un effet positif sont celles relatives au taux de mortalité maternelle, au taux de mortalité infantile et au taux de mortalité des moins de 5 ans de 2010 à 2013 aucun cas n'a été enregistré. En ce qui concerne les consultations pré et post natales ainsi que les accouchements assistés, les résultats enregistrés montrent que la participation des femmes est très importante surtout pour les années 2012 et 2013.

Sur l'étendue de la commune, les maladies les plus fréquentes et par ordre de prévalence sont : paludisme, diarrhée simple, affections dermatologiques, malnutrition modérée, pneumonie, toux ou rhume, traumatisme, dysenterie, affection buccodentaire, affection digestive,...

En plus de ces maladies, l'on peut souligner celles liées à l'eau telles que : diarrhée simple, fièvre typhoïde, dysenterie, intoxication ou affection digestive,...

Parmi ces maladies, il existe celles dont les effets ont un lien avec le changement climatique. C'est ainsi qu'il a été identifié la fréquence du paludisme pendant la

Source : CSI de Niakoye Tounga

Taux de fréquentation	136	92,29	81,65	104	124
Taux de consultation prénatale	125	121	138	152	112
Taux d'accouchements assistés	31,41	56,45	85,57	77,81	59,42
Taux de consultation postnatale	19,89	45,48	30,44	22	34,85
Taux de mortalité maternelle	0	0	0	0	...
Taux de mortalité infantile	0	0	0	0	...
Taux de mortalité des moins de 5 ans	0	0	0	0	...
Taux de mortalité infantile	0	0	0	0	...
Autre					

saison de pluies, la toux rhume et pneumonie pendant la saison sèche froid et la malnutrition pendant la période de soudure de juin à octobre.

Tableau 13: Situation nutritionnelle dans la commune

Situation (Taux)	Années				
	2010	2011	2012	2013	2014
Référence	0	2,22	2,35	0	0
Abandon	0	0	0	0	0
Guerison	92,30	46,66	60	50,88	53,50
Décès	0	0	0	0	0
Autre					

Source : CSI de NiakoyeTounga

La situation nutritionnelle fait ressortir de taux de référence très faibles pour les années 2011 et 2012 et nuls pour les années 2010, 2013 et 2014. Cette situation rendre compte d'une tendance heureuse pour la commune en matière de la gestion nutritionnelle. En plus, le zéro cas d'abandon et zéro cas de décès enregistré sur ces cinq (5) dernières années, rendent explicite la prise de conscience des bénéficiaires.

Le secteur sanitaire dispose des infrastructures réparties sur deux catégories : CSI et case de santé.

Le tableau (ci-après) dresse, pour cette année 2014, la situation des infrastructures sanitaires de la commune ressortie des synthèses des diagnostics techniques et participatifs au niveau des différentes sous-zones.

Tableau 14 : Situation des infrastructures sanitaires de la commune.

Tableau 15 : Situation du personnel soignant et des auxiliaires

La commune dispose d'une couverture plus ou moins équilibrée en termes de formations sanitaires, bien que souvent l'opérationnalité des cases de santé reste précaire. Cet état de fait a pour corolaire l'insuffisance voire manque des produits pharmaceutiques pour certains et à l'absentéisme des agents pour d'autres. Hormis, la case de santé de Kwanta Langou 1 dont la renommée dépasse les frontières de la commune.

Source : Synthèse diagnostic sous-zones

Localités	Dépôts pharmaceutiques privés	CSI type 2	CSI type 1	Observations	
				CSC	
Bana	0	0	1	0	
NiakoyeTounga			1	0	
Faska				1	
Malam Kadi				1	
Bizoungu				1	
Hankoura				1	
Machaya				1	
KwantaLangou 1				1	
Total	00	00	02	06	

A travers ces résultats, on remarque bien que les formations sanitaires sont couvertes en personnel soignant, la commune ne bénéficie pas du service d'un médecin ne serait-ce qu'un généraliste conformément à la nouvelle politique de l'Etat. C'est pourquoi, en dépit des recommandations de l'OMS qui sont de 1 médecin pour 10 000hbt, le ratio est de 0 médecin pour 20 040hbt en 2015. Par contre pour la maternité qui est d'une sage-femme pour 5 000 femmes en âge de procréer, dans ladite commune, le ratio est d'une sage-femme pour 4 217 femmes de 15 à 49 ans. Même constat pour les infirmiers où le ratio est un infirmier pour 3 815hbt. Ce dernier ratio est acceptable lorsqu'on se réfère au vœu de cette institution sanitaire citée haut qui est d'un infirmier pour 5 000hbt.

Concernant les agents auxiliaires, leur situation est la suivante : 2 manœuvres (2CSI) et 58 matrones réparties à l'échelle de la commune.

- Six (06) Infirmiers/ières Diplômés d'Etat ;
- Un Infirmier Certifié d'Etat ;
- Cinq (05) agents de santé communautaire ;
- Une sage-femme ;
- Deux (02) gestionnaires ;
- Deux(02) manœuvres

commune, les résultats suivants :

Les diagnostics terrain font ressortir par rapport au personnel soignant dans la

Source : CSI de Bana et de NiakoyeTounga

Catégories	Effectifs	Répartition par sexe		Répartition par sexe	
		Homme	Femme	Homme	Femme
Médecins généralistes	00	00	00	00	00
Nutritionnistes	00	00	00	00	00
IDF	06	02	02	00	02
ICE	01	00	00	01	00
Sage-femme	01		00		01
ASC	05	03	00	00	01
Gestionnaires	02	01	00	00	0
Manœuvres	02	01	00	01	00
Gardiens	00	00	00	00	00

En plus de l'insuffisance en personnel, les formations sanitaires font face à une insuffisance en produits pharmaceutiques, en moyens matériels/mobiliers et en logistique. Ce qui amplifie les différentes contraintes dont le secteur fait face dans cette commune.

Par ailleurs, d'autres contraintes non moins négligeables liées aux changements climatiques sont perçues dans la commune. En effet, le paludisme, la méningite, la rougeole, les maladies cardio-vasculaires communément appelées maladies climato-sensibles à cause de leurs étroites relations avec les événements climatiques extrêmes (inondation, hautes températures) causent des dégâts énormes au sein de la jeune population de Bana. La hausse des températures et les inondations observées ces dernières années ont favorisé le développement du choléra, de la méningite et du paludisme. Toutes ces maladies affectent gravement la population qui constitue le capital humain sensé mettre en valeur les ressources naturelles. Ainsi les maladies climato-sensibles sont l'un des facteurs de la baisse de la production agro sylvo-pastorale.

A ces contraintes, des solutions ont été proposées et synthétisées dans le tableau (ci-après).

Tableau 16 : Liste des contraintes et solutions au développement du secteur de santé

Potentialités	Existence de 8 cases de santé communautaire et d'un CSI de type 2	Insuffisance des produits pharmaceutiques, moyens d'évacuation et équipements en matériels et mobiliers	Contraintes	Solutions Proposées
	Existence de 8 cases de santé communautaire	manque des cases de santé en produits pharmaceutiques, matériels et mobiliers		Dotation des centres de santé en produits pharmaceutiques
	et d'un CSI de type 2	et équipements en matériels et mobiliers		Equipement des centres de santé en matériels et mobiliers (lits, matelas, tensiomètres, balances,...)
	Existence des centres de santé, d'infrastructures et équipements sanitaires	Insuffisance des centres de santé, d'infrastructures et équipements sanitaires		Dotation du CSI en moyens d'évacuation (ambulance)
				Recrutement d'un ambulancier
				Transformation de 2 CSI type 1 en type 2
				Construction d'un bloc maternité dans un CSI
				Transformation de 6 cases de santé en CSI type 1
				Création de 5 cases de santé
				Construction et équipement des salles d'hospitalisation dans les CSI
				Construction et équipement des salles d'observation dans 6 cases de santé
				Construction de 2 logements sage-femme dans les CSI
				Construction du logement chef CSI
				Construction des logements pour les agents au niveau de 6 cases de santé
				Acquisition d'un terrain et

<p>construction/équipement d'une salle d'isolement des cas de maladies contagieuses</p> <p>Construction des blocs latrines dans 3 cases de santé</p> <p>Construction logements des gardiens dans les CSI</p> <p>Recrutement des gardiens des CSI</p> <p>Augmentation de chaîne de froid dans le CSI de Bana</p> <p>Dotation du CSI en deux fauteuils roulants</p> <p>Dotation des CSI et cases de santé en branards (2/CSI et 1/CSC)</p> <p>Dotation des CSI en radios BELUE</p> <p>Dotation des centres de santé en poubelles</p> <p>Mise en place, formation et équipement des comités de salubrité dans les centres de santé (2CSI et 6 CSC)</p> <p>Réhabilitation de 6 bâtiments abritant les centres de santé</p> <p>Clôture de 7 centres de santé</p> <p>Raccordement de CSI et cases de santé en eau potable (BF)</p> <p>Fongage des FPMH au niveau des cases de santé</p> <p>Eclairage solaire d'une case de santé</p> <p>Organisation des campagnes de sensibilisation de la population sur les IST/VIH/SIDA et les maladies courantes (paludisme, malnutrition, infections respiratoires)</p> <p>Augmentation et utilisation rationnelle des compléments alimentaires au profit des enfants malnutris</p>	<p>Insuffisance</p> <p>d'équipements</p> <p>hygiéniques dans les centres de santé</p> <p>Mauvais état de certaines infrastructures sanitaires</p> <p>Manque de clôture, de points d'eau et d'éclairage au niveau des formations sanitaires</p> <p>Faible niveau de connaissances sur les IST/VIH/SIDA et les maladies courantes</p>	<p>connaissance sur l'importance de la population sur l'importance des consultations prénatales, post-natales, planification familiale et l'accouchement assisté dans un centre de santé</p> <p>Manque de connaissances de la population sur l'importance des consultations prénatales, post-natales, planification familiale et l'accouchement assisté dans un centre de santé</p>	<p>Suivi et encadrement du personnel de santé</p> <p>Faible niveau d'encadrement et de suivi du personnel soignant</p>
---	---	---	--

Source : Synthèse diagnostique sous-zones

Type d'ouvrage	Nombre	Fonctionnels	Non fonctionnels
Puits cimentés	26	26	00
Forage (PMH)	14	08	06
MAEP Multi-villages	02	02	
Bornes Fontaines	07 (14 robinets + 1 robinet CSI de NiakoyeTounga)	07 BF + 1 robinet	00
Nombre équivalents	55	49	06
points d'eau			
Taux	100	89,10	10,90

Tableau 17 : Liste et états des infrastructures hydrauliques.

Le taux de couverture de besoins en eau potable de la population de la commune rurale de Bana était de 61,58% en 2012. (Source : Situation hydraulique, 2012)

De par la situation faite dans le mois de septembre 2014, la commune dispose des infrastructures hydrauliques citées dans le tableau ci-dessus.

2.2.3. Secteurs hydraulique et hygiène/assainissement

Insuffisance des latrines dans les formations sanitaires	Construction des blocs latrines dans les centres de santé
Faibles capacités techniques et matériel des matrones et secouristes	Formation et équipement des auxiliaires sanitaires : 58 matrones
Faibles capacités des membres des COSAN et COGES	Renforcement des capacités des membres des Comités Santé (COSAN) et COGES (8pers/CSI et 3pers/CSC)
Insuffisance en haies vives et ombrage au niveau des centres de santé	Suivi de gestion de fonds dans les centres de santé par les COSA et COGES Plantation d'arbres dans les centres de santé

PotentiaIités	Contraintes	Solutions Proposées
Existence	Insuffisance des	Réhabilitation de puits cimentés et 3 forages MH

hygiène/assainissement

Tableau 18 : Contraintes et solutions des secteurs de l'hydraulique et proposées :

Lors des diagnostics terrain, des contraintes sur les questions de l'eau et d'hygiène/assainissement ont été soulignées et les solutions suivantes ont été proposées :

Il est important de souligner qu'en dépit des quelques latrines domestiques répondant aux normes construites dans les localités ATPC, il n'existe qu'une seule toilette publique au niveau du marché hebdomadaire de Bana et aucun dépotoir n'a été enregistré sur l'échelle de la commune.

Concernant, les questions d'hygiène et assainissement dans la commune, on peut noter la vulgarisation de l'ATPC dans trois localités à savoir Bana, Malam Kadi et Tondi Hinza. Il existe aussi des comités de salubrité villageois dans les villages cités et dans toutes les localités de la sous-zone de Bana. C'est ainsi qu'il a été dénombré en plus de celui de TondiHinza sous-zone de Kôte-Kôte, vingt et cinq (25) comités villageois de salubrité. Mais ces comités ne sont ni formés ni équipés.

Au vu de la situation des équivalents de points d'eau soulignée dans le tableau ci-dessous, le taux de couverture des besoins en eau potable de la commune est de 62,80% en 2015. Car les besoins globaux de la population est d'environ 78 équivalents des points d'eau.

En effet, lorsque les équivalents des points d'eau souhaités (144EPE plus les 49 équivalents points d'eau existant) par la population (22 908hbt) seront réalisés d'ici 2019, le taux de couverture sera de 209,78%.

Au regard de ce tableau l'on constate qu'il y a une diversité d'infrastructures hydrauliques dans la commune bien que la disparité existe entre les localités. On remarque aussi que de par cette situation, tous les puits cimentés de la commune sont fonctionnels. Cependant, le taux de panne constaté qui est de 10,90% relève des forages à motricité humaine qui leur entretien demeure difficile en milieu rural. Cela pourrait avoir comme cause le manque d'un personnel qualifié en maintenance d'une part et des pièces de rechange à proximité d'autre part.

<p>Fonçage de 5 puits modernes et 21 forages MH</p> <p>Création d'une MAEP multi villages et 2 Postes d'Eau Autonome (PEA)</p> <p>Extension de 23 bornes fontaines et branchement privé de 78 robinets</p>	<p>infrastructures hydrauliques</p>	<p>d'une mini AEP multi villages, des forages et des puits villageois</p>
<p>Recyclage de 5 comités de gestion des points d'eau</p> <p>Mise en place et formation de 10 Comités de Gestion Points d'Eau (CGPE)</p> <p>Formation et équipement de 10 artisans réparateurs (pour les forages MH)</p> <p>Formation et équipement de 10 artisans plongeurs (pour les puits modernes)</p> <p>Création d'une boutique de pièces de rechange pour la maintenance des forages MH</p> <p>Aménagement externe de 5 puits modernes</p> <p>Augmentation externe de 9 forages MH</p>	<p>Mauvais état et/ou manque de superstructure des infrastructures hydrauliques</p>	<p>Existence des comités villageois de salubrité et de Gestion des Comités de Gestion Points d'Eau (CGPE)</p>
<p>Organisation des campagnes de sensibilisation de la population sur les règles d'hygiène et assainissement autour des points d'eau</p> <p>Vulgarisation de l'approche Assainissement Total Pilote par la Communauté dans les localités non couvertes</p> <p>Redynamisation de l'approche Assainissement Total Pilote par la Communauté dans les localités couvertes</p> <p>Mise en place et formation/équipement de 11 comités villageois de salubrité</p> <p>Formation et équipement de 3 comités villageois de salubrité</p> <p>Construction de toilettes publiques dans les gros centres</p> <p>Traitement des puits cimentés (Appui en produits aquatabs et purs)</p> <p>Création d'une boutique en produits (Aquatab et purs)</p>	<p>Faible niveau de connaissances de la population sur les règles d'hygiène</p>	<p>capacités des membres des Comités de Gestion Points d'Eau (CGPE) et manque des Comités de Gestion Points d'Eau (CGPE) et manque des Comités de Gestion Points d'Eau (CGPE)</p>

Pour leur part, les infrastructures hydrauliques telles que les puits, ont besoin des superstructures tout autour avec couvercles afin de faire face à l'ensablement que peut engendrer les vents violents et l'évaporation due aux effets des températures extrêmes.

2.5. Perceptions paysannes saisonnières aujourd'hui et d'il y a 30 à 50 ans

2.6 Secteurs socioéconomiques

2.6.1 Secteur primaire

A l'instar de toutes les communes rurales, le secteur primaire constitue la base essentielle de l'économie de la commune rurale de Bana. L'agriculture et l'élevage sont les deux principales activités économiques de la commune. De par sa position géographique et le Dallol Fogah dont la nature l'a gratifié, la commune de Bana dispose d'importantes potentialités agropastorales et halieutiques. Il est important de souligner que le système de production à l'échelle communale est de type traditionnel bien qu'il ait quelques rares personnes qui font recours aux UCA et/ou tracteurs agricoles.

En dépit de potentialités agropastorales et même halieutiques dont offre ce secteur primaire, un certain nombre de contraintes entravent le développement des systèmes de production. C'est ainsi, que face à ces contraintes multiples et variées, des hypothèses de solutions ont été proposées. La mise en œuvre de ces solutions envisagées, semblerait améliorer le secteur.

2.6.1.1. L'agriculture

L'agriculture reste la principale activité de la commune avec une proportion de plus 99% de la population qui la pratique. Elle constitue aussi la première source économique de la commune. Mais malgré son importance, cette activité reste peu modernisée avec l'utilisation de peu d'outils modernes et d'intrants (fumier, engrais...). En outre, le recours à la pratique de la jachère comme méthode de restauration de la fertilité des champs n'est pas possible compte tenu de l'insuffisance des terres agricoles, signalée maintes fois par les populations lors du diagnostic participatif. Donc le plus souvent, on assiste à une exploitation des champs avec faible recours aux intrants adéquats, d'où une des raisons de leur appauvrissement progressif avec comme conséquence la stérilisation et/ou glaciation de certaines terres. Ce qui pourrait entraîner la perte de la qualité des semences et la baisse des rendements.

La commune a connu sur les années 2009 à 2013 des bilans céréaliers positifs et stables de 24100 tonnes (chaque année). Les rendements enregistrés en 2013 par spéculations pour les cultures sous pluie sont aussi satisfaisants : 600 kg/ha pour le mil, 500 kg/ha sorgho, 300kg/ha niébé, 550kg/ha maïs, 560kg/ha arachide et 1200kg/ha riz. Par contre pour les cultures maraichères, les rendements varient pour la patate douce de 4800 kg à 8000kg/ha, le manioc de 1700kg à 2800kg/ha, l'ignon 12000kg/ha, le chou 12000kg/ha, la pomme de terre 15000kg à 20000kg/ha et la canne à sucre 21000kg à 28000 kg/ha. (Source : CDA de la commune rurale de Bana).

Ces résultats montrent que la commune regorge d'importantes potentialités marchandes qui leur valorisation lui permettra d'être un centre agricole de référence. Il existe aussi des sites qui leur mise en valeur améliorera les rendements agricoles et contribuera à la rétention des bras valides aux villages. C'est pourquoi, la population sollicite la création d'un comptoir agricole au niveau du chef-lieu de la commune. Ce qui permettra sans nul doute aux producteurs de tirer le maximum des profits.

S'agissant de l'exploitation des terres agricoles, les superficies agricoles de la commune sont de 19280ha inchangées sur les 2009 à 2013 avec les superficies cultivées qui sont de 11568ha soit 60%.

Tableau 19 : Bilan céréalier (t) et superficies cultivables et cultivées (ha) de 2009 à 2013

Années	2009	2010	2012	2013
Bilan	24100	24100	24100	24100
Superficies cultivables	19280	19280	19280	19280
Superficies cultivées	11568	11568	11568	11568

Source : CDA de la commune rurale de Bana

Dans la commune, deux types caractérisent la pratique de l'agriculture. C'est ainsi qu'on remarque la production des spéculations en fonction des périodes de l'année qu'il s'agisse des cultures sous pluie ou celles de contre saison (maraichage). Ainsi, on dénombre dans la commune les cultures pluviales et les cultures maraichères :

Cependant, malgré le dynamisme de sa population, la commune est confrontée à des multiples désavantages liés notamment à la salinisation des terres favorables au maraîchage. En plus, elle fait malheureusement face à d'énormes difficultés (consignées dans le tableau suivant) de nature à entraver le développement du secteur agricole comme l'indique le tableau ci-après.

La filière agricole fait souvent face aux attaques des ennemis de cultures tels que les sauteaux, les chenilles, les oiseaux granivores, ... D'où la nécessité de former/recycler et équiper les brigadiers phytosanitaires en vue d'appuyer le seul agent de l'agriculture se trouvant dans la commune. Ce dernier fait face à un manque de moyens matériels et logistiques.

En matière d'infrastructures de stockage et des moyens de fertilisation des terres (les BIA) et de sécurité alimentaire (les BC), la commune ne compte aucune BIA. Elle dispose de trois (3) BC opérationnelles et de quatre (4) magasins de conservation. goyaviers, les citronniers, ...

Il existe la pratique de l'arboriculture dans la commune basée sur les manguiers, les

IT.3N et constitue l'une des meilleures voies d'accès à la sécurité alimentaire. ménages exploitants. Cela cadre avec la politique du gouvernement à travers apportent des compléments alimentaires et des revenus monétaires aux canne à sucre, piments, tomates, oignons, gombo, maïs, ... Ces activités (patate, manioc, pomme de terre), choux, laitue, carottes, courge, potiron, riz, • Les cultures maraîchères, elles sont dominées par la culture des féculents agriculteurs pendant l'hivernage.

tomate, *gourouffi*, calebassiers... Elles occupent l'essentiel du temps des patate douce, riz, moringa, gombo, courge, voandzou, pastèque, piments, (mil, sorgho, maïs), arachide, manioc, fonio, sésame, oseille, niébé, coton, • Les cultures pluviales sont dominées par des spéculations de type céréalière

Tableau 20 : Contraintes et solutions du secteur de l'Agriculture dans la commune.

Potentialités	Contraintes	Solutions Proposées
Disponibilité des terres à récupérer	Pauvreté des sols et Insuffisance des terres cultivables	Réduction des coûts des engrais
Disponibilité des terres irrigables	Formation des paysans en techniques de fertilisation des sols (Zai, brises vents, demi-lunes agricoles, compostage,...)	Conduite des opérations Food For Work, Cash For Work et vente à prix modéré
Possibilité de construire d'autres ouvrages à but maraîcher	Appui en produits d'atténuation de la salinité dans le Dallol	Appui en produits d'atténuation de la salinité dans le Dallol
	Rareté et leur mauvaise répartition des pluies	Formation et équipement des multiplicateurs semeiers (10 personnes)
	Appui en semences améliorées en quantité et à temps réel	Appui en semences améliorées en quantité et à temps réel
	Création des BIA	Création des BIA
	Renforcement des capacités des comités de gestion BIA	Renforcement des capacités des comités de gestion BIA
	Suivi gestion BIA	Suivi gestion BIA
	Attaques des ennemis de cultures : oiseaux granivores, chenilles, sauterreaux,...	Formation/recyclage et équipement des brigadiers phytosanitaires
		Appui à la défense des cultures (en cas d'attaque des ennemis de cultures)
		Appui à la coopérative communale des brigadiers phytosanitaires
	Faible modernisation	Appui aux paysans en UCA

Disponibilité des bras valides
Existence de 3BC et 4 magasins de stockage/conservation

Possibilité de construire d'autres ouvrages à but maraîcher

Disponibilité des terres irrigables

Disponibilité des terres à récupérer

<p>(10kits/VA et 5kits/H) et encadrement pour le secteur</p> <p>Construction d'une maison des paysans</p> <p>Création d'un comptoir agricole à Bana</p> <p>Augmentation d'un agent communal de l'agriculture</p> <p>Construction et équipement d'un bloc administratif annexé aux logements pour le personnel d'encadrement (élevage)</p> <p>Recyclage au profit du personnel d'encadrement</p> <p>Dotation du personnel d'encadrement en logistique, pièces détachées, carburant et matériels de bureau</p> <p>Construction d'une retenue d'eau à but agricole à Faska (20ha)</p> <p>Construction des mini barrages à but maraîcher (40ha)</p> <p>Création des sites maraîchers aménagés (80ha)</p>	<p>Renforcement des capacités des paysans sur le changement climatique et fréquence des conflits agricoles/éleveurs</p>	
<p>Renforcement des capacités des organisations paysannes</p> <p>Renforcement de capacités des élus locaux, des leaders d'opinions et des services techniques sur le changement climatique</p> <p>Organisation des campagnes de sensibilisation au profit de la population sur le changement climatique (agriculteurs/éleveurs)</p> <p>Organisation des campagnes de</p>	<p>Faibles capacités des paysans sur le changement climatique et fréquence des conflits agricoles/éleveurs</p>	

sensibilisation au profit des agriculteurs et éleveurs sur le code pastoral		
---	--	--

Le mil, le sorgho et le niébé qui sont des denrées qui occupent les besoins alimentaires de la population de la commune à plus de 95%, sont sévèrement impactés par tous les risques climatiques identifiés.

De par nos entretiens avec la population, le risque climatique qui a plus d'impact sur l'agriculture demeure les inondations, la sécheresse, des vents violents et en dernière position les températures extrêmes. Un constat qu'on note même dans le secteur de l'élevage.

2.6.1.2. L'élevage

L'élevage constitue la seconde activité économique de population de la commune. Il s'agit d'une activité qui mobilise aussi bien les hommes que les femmes et concerne plus de 95% de la population active. La population de la commune est principalement composée des agropasteurs pour des raisons qui pourraient avoir lieu avec la résilience au changement climatique.

Tableau 21 : Composition et effectifs du cheptel de la commune pour l'année 2014

Espèces	Total	
	Valeur	%
Bovins	14	23,84
Caprins	25 441	41,57
Ovins	20	34,29
Asins	178	0,29
Camélin	08	0,01
Equins	00	00
Total	61198	100

Source : *Diagnostics sous-zones*

Tableau 22 : Composition des effectifs de la volaille de la commune pour l'année 2014